

députés colombiens, qui s'emparent, à chaque session, des premières séances au profit de leur pays. Ceux de la Nouvelle-Ecosse, pour être moins empressés, n'en sont pas moins tenaces lorsqu'une fois ils ont pris possession du parquet parlementaire. Il faut bien qu'on s'occupe d'eux et de leurs affaires de clocher, bon gré mal gré. Ce sont des orateurs à poigne, qui ne lâchent pas facilement ce qu'ils ont une fois saisi, et croient que ce qui les intéresse doit nécessairement intéresser les autres. Ils seraient à souhaiter que ces aimables parleurs s'en tinssent à la séance de l'autre jour pour cette session. Il n'est rien de malsain pour une Chambre comme d'avoir à siéger jusqu'à l'aurore pour entendre dissertar à propos de choses qui l'ennuient. Encore c'était un moindre mal, à ce qu'il paraît, et c'est afin d'éviter une avalanche de discours qui aurait vraisemblablement duré toute la semaine que le gouvernement a permis cette longue séance, préférant circonscire la façon de ces messieurs et les laisser écouler leur éloquence jusqu'à épuisement d'un seul coup, pour que ce fût un ennui une fois subi. Il était cinq heures du matin lorsque les paroles sont expirées sur leurs lèvres, mais on avait la consolation de se dire que c'était fini. Le Golfe y a gagné une jolie majorité de quatre-vingt-seize voix, qui a sans pitié rejeté ses prétentions, après cette démonstration superflue. Ce fut la vengeance de la Chambre qui venait de passer la nuit blanche. Le sort de l'amendement était connu d'avance au reste, et la vote eût été le même au début de la séance et avant le déploiement d'éloquence de ces messieurs. Les millions de l'indemnité resteront au trésor fédéral, et les avides petites caisses locales n'auront pas le plaisir de les engloutir.

La législation relative aux banques va être remise à l'année prochaine. C'est un bon item de moins sur le programme. Ce point réglé, l'affaire des pêcheries tranchée, et la discussion sur le Pacifique simplifiée par le vote du 5 et l'article du *Globe*, il est permis d'espérer que la session ne se prolongera pas outre mesure. Le gouvernement a demandé les lundis, qui seront à partir de cette semaine ajoutés aux trois jours qu'il a déjà, de sorte qu'il ne restera plus que les mercredis à la création de la Chambre.

A. GÉLINAS.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 5 avril 1880.

Quiconque a le temps d'observer les travers de l'humanité, s'aperçoit bientôt que chacun, ici-bas, a son idée fixe, sa chimère favorite avec laquelle il parcourt le royaume de l'idéal, accidenté de casse-cou.

Voyez cet homme distrait, les cheveux au vent, le regard atone, le front plissé par le doute, que cherche-t-il ? le mouvement perpétuel ! Son invention a beau être immobile comme les pyramides il ne s'en agit pas moins et meurt de faim pour faire vivre son idée.

Voyez cet autre comme il paraît absorbé par le monde sidéral qu'il observe au moyen d'un télescope : l'imprudent marche de contemplations en contemplations sans apercevoir le puits où il tombera un jour.

Nous en voyons qui, ne sachant comment noircir les pages d'un journal s'amuse à y empiler de vieux mots qui sont aussi harmonieux que des couacs de clarinettes. Il y en a aussi qui sont moins énervants, mais qui s'obstinent à rimer en dépit de Boileau qui leur crie du fond de son tombeau :

Soyez plutôt maçon, si c'est votre métier,
Qu'écrivain sans talent ou poète vulgaire.

* *

Les grands comme les petits ont leurs idées bleuâtres et même biscornues ; cueillons au hasard :

—Louis XIV avait la passion du billard.

Louis XVI faisait de l'horlogerie et même de la serrurerie. Robespierre s'ob-

tenait à vouloir monter à cheval sans jamais y parvenir.

Napoléon Ier voulut faire manger de l'herbe aux Anglais et c'est lui-même qui fut rationné par Hudson Lowe.

Louis Philippe avait tellement la manie des parapluies qu'il se proposait, dit-on, d'en créer un musée.

Bismarck adore les paratonnerres, ceci est prouvé puisqu'il en a fait placer sur la tête de tous ses soldats.

Enfin, Beaconsfield, à force de relire les romans de sa jeunesse, s'est persuadé que *c'était arrivé* ; il a mis ses fantaisies de poète au service de la politique, pris un nom fantastique pour lui-même et donné un titre encore plus invraisemblable à sa noble reine.

Voilà 7 ans qu'il rêve ; le vote triomphant des libéraux vient de le rappeler à la réalité.

* *

Puisque chacun ici-bas a son dada, un simple chroniqueur peut bien avoir aussi le sien ; ma fantaisie à moi c'est mon tunnel ; qu'on me le passe et surtout qu'on l'exécute, il me le faut, j'en ai besoin.

Mon projet est si vaste que ses conséquences les plus heureuses m'échappent encore.

Ceux qui ont en main les intérêts multiples, que le défaut de communications directes immobilise, en savent encore plus que moi.

Un tunnel d'Hochelega à Longueuil sera dix fois plus utile qu'un pont monumental comme celui de Brooklyn ou de la Tay en Angleterre. Un pont de ce genre est un embarras pour la navigation et ensuite pour les rives elles-mêmes où il aboutit.

La hauteur considérable où il faut l'élever, pour que les navires puissent passer dessous, expose sa solidité à de terribles épreuves dont la moindre est d'être renversé par un coup de vent. Puis il y a la débacle des glaces qui chaque année peut le culbuter comme un château de cartes.

Que d'existences, que d'argent épargnés par la construction d'un tunnel sous-fluvial.

Aucun phénomène de la nature ne peut le faire trembler sur sa base ; les débacles, le vent furieux, les cyclones le laisseront parfaitement tranquille. Les terrains où il aura fait sa trouée lui serviront de carapace ; il peut durer indéfiniment ; dans vingt siècles il sera pétrifié ; les sulfates de chaux des couches souterraines l'auront enveloppé d'un ciment impénétrable.

L'important est de le construire solidement et économiquement. Un million de piastres doit suffire à toutes les dépenses. Or je vous le demande, qu'est-ce qu'une somme pareille en regard de cette merveille qui fera l'admiration des siècles à venir.

L'argent n'est qu'un moyen ; Dieu l'a créé pour que l'homme le jette dans la circulation et y fructifie. Que ceux qui ont des capitaux s'en servent pour la grande œuvre qui, en enrichissant le pays, les enrichira eux-mêmes.

Un tunnel tel que je le conçois, coûtera, je puis le prouver, moins cher qu'un pont.

Il existe, je le sais, des machines puissantes qui ont déjà exécuté ce travail ; on peut s'en procurer aux Etats-Unis. Sans diminuer en rien la valeur de ces engins, je puis dire que j'en ai inventé un qui percera le tunnel projeté aussi facilement qu'une vrille traverse une planche.

On dit qu'il se forme une société pour exploiter mon idée. J'en suis très fier ; et même si l'on a besoin de mon concours, on peut toujours s'adresser à moi, Bleacher street, 138, New-York.

ANTHONY RALPH.

Le petit Jacques revient de sa pension :
—Quelle place as-tu ? lui demande sa maman.
—Je suis le douzième.
—Sur ?...
—Dix-huit.
—Mon enfant, je t'ai dit qu'il fallait toujours être dans la première moitié.
—Je le sais bien, petite mère ; mais je ne m'en suis souvenu qu'après !

LES ÉLECTIONS ANGLAISES

Le résultat des élections anglaises a causé une surprise générale dans le monde entier. Les vainqueurs eux-mêmes ne s'attendaient pas à leur triomphe, et l'événement a déjoué tous les calculs. C'est à faire croire que l'Angleterre est devenue le pays par excellence de l'inconsistance politique, et qu'il n'est plus possible pour un ministre d'y affronter le suffrage populaire. Voici la troisième élection générale depuis 1868, qui détermine la chute du cabinet existant. L'enseignement à tirer de ce fait, c'est que les ministères ne doivent plus compter sur plus d'un parlement, et la meilleure politique pour eux, à l'avenir, sera de ne jamais dissoudre la Chambre avant le temps.

Le *Saturday Review*, énumérant les causes de l'événement, donne comme une des principales le fait qu'un grand nombre d'électeurs qui avaient voté dans le sens conservateur aux élections de 1874, ont voté dans le sens libéral cette fois, parce qu'ils "étaient fatigués d'un gouvernement qui durait depuis six ans." Cette observation a beaucoup de vrai. Il y a, en Angleterre, un groupe d'électeurs disposés de cette façon, amateurs du changement et de la variété. Comme leur nombre, sans former la majorité ni même constituer une minorité importante, suffit parfois à faire pencher la balance, c'est comme si toute la nation elle-même tenait de ce caractère et donnait dans l'inconstance systématique.

Il y a une autre cause néanmoins à ce symptôme, de date récente. C'est la fameuse réforme électorale de 1868, dont le cabinet Disraeli d'alors fut la première victime. L'élément nouveau introduit dans le corps électoral par cette réforme a tout bouleversé et confondu, au point que les deux partis ont peine à s'y reconnaître.

La nouvelle de la défaite conservatrice a été diversement accueillie en Europe. La France et la Russie s'en sont réjouiés, l'Allemagne et l'Autriche s'en sont affligées. Les Turcs, paraît-il, sont dans la consternation. Pour eux, c'est comme s'ils perdaient l'alliance de l'Angleterre. En effet, la dernière guerre turco-russe se serait terminée bien différemment si M. Gladstone eût été au pouvoir à la place de lord Beaconsfield, et les choses vont bien changer de tournure en Orient à partir de ce moment.

La majorité libérale sera très forte dans la nouvelle Chambre. On avait cru un moment qu'elle serait faible, ce qui aurait donné aux *Home Rulers* la chance de s'imposer et de tenir la balance du pouvoir. Mais le gouvernement n'aura pas besoin d'eux et ils devront se borner à reprendre le rôle d'*obstructionnistes* au lieu de celui d'arbitres qu'ils avaient rêvé.

Lord Beaconsfield n'attend que le retour de la reine pour résigner. On croit naturellement que M. Gladstone sera appelé à former le nouveau ministère.

Il est vrai, dit à ce propos le *Times*, que le chef libéral avait résigné comme tel après sa défaite, en 1874, mais cela ne l'a pas empêché de rester de fait à la tête de ses troupes et de conduire la campagne, dont toute la gloire lui revient. C'est lui qui a vaincu, en réalité, et il est aussi difficile de le laisser en dehors du nouveau gouvernement, que de l'y faire entrer avec un poste inférieur.

Le changement de cabinet a plus d'importance que d'ordinaire pour nous, à cause des circonstances où nous nous trouvons dans le moment et du caractère nouveau que prennent nos relations avec la métropole. Les libéraux anglais entendent la politique coloniale tout autrement que les conservateurs, et quelques combinaisons seront peut-être dérangées. Et puis, on avait réussi à nous rendre lord Beaconsfield particulièrement favorable : nous avions lieu de compter sur sa faveur advenant certaines éventualités. Toute la diplomatie dépeçée pour en arriver là serait perdue. On dit, cependant, que nos ministres sont très bien avec les chefs libéraux en Angleterre, et que sir John Macdonald, en particulier, a toujours été au mieux avec M. Gladstone. Il serait fort

possible aussi que lord Dufferin fasse partie du nouveau gouvernement ; nous ne pourrions sans doute souhaiter un ministre (surtout s'il devenait secrétaire pour les colonies) qui connaisse mieux nos besoins et soit mieux disposé à notre égard. En tous cas, s'il n'est pas ministre, il sera toujours en mesure, s'il le veut, — et si nous avons besoin de protection, — de nous être utile par les influences qu'il possède dans le parti libéral.

A. GÉLINAS.

Notre correspondant, M. Ralph, de New-York a, le premier, lancé l'idée de relier les deux rives du Saint-Laurent à Montréal au moyen d'un tunnel. Déjà une compagnie s'est formée pour mettre ce projet à exécution. Nous publierons, la semaine prochaine, un dessin du tunnel projeté. En attendant, nos lecteurs liront avec intérêt la correspondance de M. Ralph à ce sujet. Il invite ceux qui ont foi en son projet à se mettre en communication avec lui. M. Ralph dit que non-seulement l'idée de construire un tunnel sous le Saint-Laurent est réalisable, mais il fait voir qu'il sait comment la chose peut être faite. Evidemment il ne parle pas sans savoir.

* *

En réponse à certaines remarques, nous dirons qu'on peut fort bien ne pas trouver bon que le clergé prêche en faveur d'un parti politique en chaire, et l'approuver de défendre les principes de religion et de morale quand ils sont réellement en danger. La distinction est facile à comprendre.

L.-O. DAVID.

Un journal de Londres publie le paragraphe suivant :

Le pape ayant consenti à ce que les noms des prêtres nommés aux cures soient désormais communiqués officiellement par les évêques aux autorités séculières, la paix entre Berlin et le Vatican est devenue possible. Un millier de cures vacantes vont être pourvues de titulaires, et certains articles des lois ecclésiastiques seront abrogés.

On mande de Berlin sur le sujet :

Comme première concession faite au pape, le gouvernement allemand a permis à l'évêque de Strasbourg de rouvrir le séminaire destiné à l'instruction des jeunes gens qui veulent devenir prêtres.

On lit dans le *Journal de Québec* :

Le *Journal of Commerce* disait, il y a quelques jours, avoir reçu de M. N. Barker, communication d'une lettre de bonne source, qui affirmait que sir J. A. Macdonald et l'hon. M. Mackenzie étaient d'accord à demander une commission pour étudier et discuter un projet d'union commerciale entre les Etats-Unis et le Canada.

Ce monsieur ajoutait que lui-même en avait conféré avec l'hon. John Welch, ci-devant ministre des Etats-Unis en Angleterre, avec le président de la Chambre nationale du Commerce, M. Feely, et les membres les plus notables du Sénat et de la Chambre des représentants ; qu'il avait exposé la question au secrétaire d'Etat M. Evarts, et discuté avec lui le mode à suivre pour avoir une commission de dix personnes, dont une moitié des Etats-Unis et l'autre du Canada.

Si la commission est ainsi constituée, les Etats-Unis seront représentés par le secrétaire d'Etat, un Sénateur, un membre de la Chambre des représentants et deux citoyens du choix du président.

M. Barker lui-même dit que les deux gouvernements désirent que cette question d'une union commerciale soit approchée, et que les partis en Canada sont d'accord là-dessus.

La discussion sur un pareil sujet ne pourrait qu'avoir les meilleures résultats, en ce qu'elle amènerait probablement l'entente entre les deux pays et ouvrirait des horizons à notre commerce.

Un homme de 75 ans disait dernièrement, en parlant de la mort de sa femme :
—Mais enfin, je n'ai pas à me plaindre. Dieu me l'a laissée bien longtemps ; car elle avait près de 60 ans.